



Faire de Bruxelles une ville intelligente : voilà l'objectif que s'est donné Bianca Debaets, secrétaire d'Etat bruxelloise à la Transition numérique. Le 25 janvier 2017, lors d'un débat organisé au Conseil social et économique de la Région de Bruxelles-Capitale, Flora a voulu savoir où en était ce projet ambitieux et, surtout, quel impact il pourrait avoir sur un mieux-vivre ensemble dans notre société.

Bruxelles, smart city ?



Rendre Bruxelles plus *smart* ?

L'ambition d'une *smart city* est d'améliorer, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), la qualité de vie dans l'espace urbain. Le concept émerge vers 2008, au moment où le nombre d'habitants des villes dépasse pour la première fois celui des campagnes. Recourir aux TIC pour repenser l'espace urbain apparaît alors comme l'une des solutions pour répondre aux nouveaux défis de cet exode rural. L'idée est de bénéficier de la digitalisation des citoyens et de leur environnement pour augmenter la compétence des villes.

Que ce soit en pharmacie ou à la commune, nos données sont déjà digitalisées sous forme de petites puces

électroniques. L'hyper-connectivité ambiante dans notre société permet également de tracer nos faits et gestes : l'internet est devenu mobile et s'introduit dans une multitude d'objets du quotidien. La conséquence naturelle étant qu'internet est devenu le vecteur principal de collecte et de diffusion d'informations. Concrètement, une ville intelligente utilisera donc ces données pour améliorer ses services publics, pour mieux gérer l'usage de ses ressources et pour réduire son impact environnemental. Comment ? En optant pour la transparence et tendre vers une politique de données ouvertes. La mise à disposition d'informations publiques permettrait à chacun de discerner les besoins de la ville et de combler les lacunes en développant de nouveaux services. L'open-data pourrait ainsi créer jusqu'à 1.500 emplois en Région bruxelloise.

Une intelligence à bon escient

Dans le journal français *Le Monde*, l'économiste Mathieu Detchessahar écrivait que « rien ne sert de créer de la valeur ajoutée, de la croissance et même de l'emploi, si c'est pour construire un monde dévasté, triste, invivable. » Un constat à travers lequel Flora se reconnaît en tout point. En effet, une ville intelligente doit-elle à tout prix offrir un coup de pouce à l'économie locale ? Ne devrait-elle pas, avant tout, veiller à la durabilité de son développement et combattre les inégalités et injustices sociales ?

La validation des titres de transport électroniques paraît à premier abord très intrusive. Cependant la centralisation de ces données permet de dévoiler des faits de société très intéressants. Stefan Verschuere, vice-président de la Commission de la protection de la vie privée (CPVP), raconte que le compostage des tickets personnalisés a, par exemple, permis de constater qu'après 20h, très peu de femmes se rendent à la station De Brouckère dans le centre-ville de Bruxelles. Les alentours de cet arrêt de pré-métro sont effectivement connus pour être « mal fréquentés » et il est difficile de s'y sentir à l'aise en tant que femme une fois que la nuit est tombée.

De ce point de vue, la centralisation des données publiques pourra également servir d'appui au monitoring politique. Et non seulement pour un trafic plus fluide. Les bases de données générées étant souvent considérées comme un outil permettant de rendre visible l'inégalité entre les hommes et les femmes, les défenseurs de l'égalité des genres les place parmi leurs actions prioritaires. Une ville intelligente leur en procurera un échantillon en quantifiant tout simplement les habitudes de vie de ses citoyens.

Bianca Debaets étant également secrétaire d'Etat en matière d'égalité, les chances sont grandes pour qu'une Bruxelles plus *smart* soit également mise à profit de l'égalité et de la justice sociale. La participation étant centrale au concept de smart city, il faut effectivement que tout citoyen s'y retrouve. Et ce à la même échelle.

"Bruxelles, smart city ? : quel accompagnement pour faire bon usage des nouvelles technologies" - 25.01.2017 - Conseil social et économique de la Région de Bruxelles-Capitale. Débat avec Bianca Debaets, Céline Vanderborght et Stefan Verschuere.